

Déclaration du gouvernement allemand sur l'Agenda 2000 suite au retrait de la Commission européenne (18 mars 1999)

Légende: Le 18 mars 1999, suite à la démission collective, le 15 mars, de la Commission européenne présidée par Jacques Santer, Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères, fait le point sur l'état des négociations relatives à l'Agenda 2000.

Source: Web-Archiv - Fischer: "Erklärung der Bundesregierung zum Stand der Agenda 2000 nach dem Rücktritt der Europäischen Kommission". [ONLINE]. [Berlin]: Auswärtiges Amt, [05.11.2004]. Disponible sur http://www.auswaertiges-amt.de/www/de/infoservice/presse/presse_archiv?archiv_id=747.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_du_gouvernement_allemand_sur_l_agenda_2000_suite_au_retrait_de_la_commission_europeenne_18_mars_1999-fr-4c3293db-865b-461c-9526-349c0adba9d9.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Déclaration du gouvernement fédéral sur l'état de l'Agenda 2000 après la démission de la Commission européenne, présentée par Joschka Fischer, ministre fédéral des Affaires étrangères, devant le Bundestag à Bonn, le 18 mars 1999

Dans une semaine, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne devront se prononcer sur l'Agenda 2000 et, au-delà, sur des réformes capitales des domaines d'action financiers les plus importants de l'UE, sur des réformes de la politique agricole commune, de la politique structurelle et du système des contributions ainsi que sur le cadre financier futur de l'Union pour la période de 2000 à 2006. Il est question au total de quelque 600 milliards d'euros.

Pour tous les concernés, il s'agit là d'intérêts nationaux massifs et de beaucoup d'argent. Mais l'essentiel, c'est la signification politique de l'Agenda 2000 pour l'avenir de l'Europe. Une conclusion positive à Berlin permettrait d'éliminer un des deux obstacles décisifs à l'élargissement de l'UE vers l'est. Ce serait, pour les pays candidats à l'adhésion, le signal que l'UE se prépare sérieusement à les recevoir et, simultanément, pour eux-mêmes un encouragement à poursuivre les réformes. Par contre, un échec à Berlin remettrait en cause le calendrier de l'élargissement. Cela, nous ne voulons ni ne pouvons absolument pas l'accepter! Après l'introduction heureuse de l'euro, l'élargissement est le principal projet d'avenir de l'Union européenne, et le gouvernement fédéral fera tous les efforts nécessaires pour atteindre ce but aussi rapidement que possible. En outre, l'élargissement de l'UE n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Europe, mais aussi et surtout dans l'intérêt de l'Allemagne.

Mais il y va de plus encore: un accord sur l'Agenda 2000 serait un signal important à l'adresse de nos citoyennes et de nos citoyens que l'UE est capable d'agir. Si nous voulons obtenir leur accord sur l'Europe, nous devons leur prouver que l'UE est à même de réaliser des réformes et de mener une politique budgétaire raisonnable. Si, précisément dans la situation actuelle, après la démission de la Commission, l'UE ne s'acquittait pas de ses devoirs, elle apparaîtrait incapable d'agir et politiquement déchirée, ce qui entraînerait une rechute dans l'égoïsme national.

Mesdames, Messieurs,

La démission de la Commission constitue une lourde épreuve pour les affaires courantes de l'Europe. En démissionnant, la Commission a endossé la responsabilité politique pour les reproches formulés dans le rapport des «experts indépendants». Sa démarche mérite notre respect. Aussi regrettable que soit cette démarche sans précédent, elle montre aussi qu'une opinion publique et un renforcement de la démocratie parlementaire au sein des institutions de l'UE commencent lentement, mais sûrement à se former, et nous devons nous en féliciter.

Il est maintenant de la plus haute importance de s'assurer que la conclusion de l'Agenda 2000 au sommet de Berlin ne soit pas mise en danger. Dans la situation actuelle, le report de l'Agenda serait un signe catastrophique de l'incapacité d'agir de l'Europe. Cet avis est partagé également par mes collègues de l'UE, avec qui je suis en contact étroit à ce sujet. C'est précisément aujourd'hui, plus que jamais, que l'Europe a besoin de succès dans la réforme de son règlement financier!

La proposition faite par la chancellerie de Bavière et la CSU, par MM. Huber, Stoiber et Glos, d'annuler le Conseil européen de Berlin, n'est pas seulement hostile à l'Europe et dépourvue de

tout sens de la responsabilité, mais elle constitue aussi la tentative de trahir la présidence allemande de l'UE dans une phase vraiment décisive pour notre pays, et cela pour des raisons de politique intérieure par trop transparentes. Un report, qui avait déjà été réclamé antérieurement par le ministre-président de Bavière, n'est pas une option réaliste, il n'entraînerait que des désavantages, et la structure du compromis resterait la même, également à une date ultérieure. Le gouvernement fédéral continuera donc, d'un commun accord avec ses partenaires de l'UE, à plaider énergiquement en faveur d'un accord à Berlin.

Pour le moment, la Commission reste en fonction. Cela sera nécessaire pour garantir une transition sans heurts. Toutefois, compte tenu du grave problème de crédibilité auquel la Commission se voit désormais confrontée, le gouvernement fédéral insistera pour qu'un nouveau président de la Commission soit nommé le plus vite possible et constitue une nouvelle Commission. La solution de cette question nécessite évidemment l'accord de tous les partenaires.

Mesdames, Messieurs,

La présidence que nous occupons exige de nous un difficile numéro d'équilibre. Nous portons la responsabilité de l'avenir de l'Europe dans une phase décisive. Tout comme ses partenaires, l'Allemagne défend avec fermeté ses intérêts légitimes, et nous continuerons de le faire. Notre but est une solution globale équitable, équilibrée, qui ne fera ni des gagnants, ni des perdants.

Concrètement, il s'agira, à Berlin, d'intégrer trois éléments dans un paquet global équilibré:

1) une réforme de la politique agricole et un abaissement des dépenses pour l'agriculture, rendus inéluctables par l'élargissement et par les prochaines négociations de l'OMC. La réforme devra permettre d'orienter la politique agricole commune vers une plus grande capacité concurrentielle et un plus grand respect de l'environnement. Pour nous, il est particulièrement important que les intérêts des agriculteurs soient respectés à l'est et à l'ouest. C'est le cas avec le compromis du Conseil agricole du 11 mars;

2) en matière de politique structurelle, une augmentation de l'efficacité et la concentration sur les régions qui sont structurellement les plus faibles et qui nécessitent les aides les plus substantielles, avec des crédits accrus également en faveur des régions allemandes de l'objectif 1 – c'est-à-dire les nouveaux Länder – et une flexibilité suffisante des États membres dans la sélection des régions de l'objectif 2, que sont pour nous les anciens Länder. Nous devons en outre donner aux États membres la possibilité de mener des politiques régionales autonomes;

3) une répartition plus équitable des charges à l'intérieur de l'UE. Le gouvernement fédéral a pour but essentiel de corriger les injustices dans le solde net de l'Allemagne. Nous ne pouvons plus tolérer qu'un seul État supporte 60 % des transferts nets dans l'UE, et nos partenaires le reconnaissent aussi. Mais nous devons agir ici avec réalisme, en gardant le sens des proportions. L'Allemagne continuera d'être le plus grand payeur net. Ce qui compte, c'est que nous atteignons une répartition plus juste des charges, ce qui ne sera pas facile, étant donné que tous nos partenaires devront être d'accord.

La CDU/CSU a présenté au gouvernement fédéral une sorte de «règle graduée» – visant à réduire le solde net de l'Allemagne de 7, ou même, pour M. Stoiber, de 14 milliards, par le biais, entre autres, du cofinancement à 50 % de la politique agricole – alors qu'elle savait

pertinemment, ce qui s'est d'ailleurs vérifié entre-temps, que cela ne serait jamais réalisable avec la France, notre partenaire principal. Ces exigences sont tout simplement irréalistes, et nous constatons ici une tendance, contraire au bon sens, à un populisme dépourvu de tout sens des responsabilités, qui nuira en outre à la position de l'Allemagne en Europe et donc à nos principaux intérêts.

Chacun sait que notre position actuelle de payeur net a été décidée lors du Conseil européen de 1992 à Édimbourg, avec la collaboration active du chancelier Kohl ainsi que du président de la CSU et ministre des Finances de l'époque. Mais la contradiction et la duplicité évidentes résident dans le fait que l'opposition plaide publiquement en faveur d'un rapide élargissement à l'est, comme M. Stoiber l'a fait récemment à Budapest, tout en demandant le report de l'Agenda 2000, et qu'elle veut payer moins à Bruxelles, tout en réclamant plus pour les agriculteurs de Bavière. Il ne s'agit pas là de naïveté, mais d'une tromperie éclatante et d'une attitude absolument négative face à l'histoire et, de plus, profondément ingrate et irresponsable vis-à-vis de nos partenaires en Europe centrale et orientale!

Mais le plus grave, c'est que la CDU/CSU qui, pendant 50 ans, était un parti européen par excellence, se distance de plus en plus de son credo européen avec ses exigences irréalistes, et finit ainsi, sans aucun scrupule, par remettre aussi en question l'importance cruciale pour l'Allemagne et pour l'Europe de notre partenariat avec la France, et cela pour des raisons de politique intérieure et à l'encontre de tout bon sens.

Mesdames, Messieurs,

Lors de la rencontre non officielle des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Reinhartshausen, le week-end dernier, nous avons réalisé des progrès considérables. Les perspectives d'aboutir à une solution à Berlin se sont améliorées, mais un lourd travail reste à faire.

- Aussi bien à Reinhartshausen que lors du Conseil ECO-FIN de lundi dernier, il a été possible de sauvegarder le paquet de compromis, adopté lors du Conseil des ministres de l'Agriculture du 11 mars dernier, sur les paramètres d'une réforme substantielle de la politique agricole commune. Ainsi, une solution semble possible dans un secteur important et jusque-là controversé de l'Agenda 2000.

Nous devons remercier et féliciter notre collègue Funke d'avoir négocié ce compromis difficile. Il représente un pas important pour l'orientation du marché et le respect de l'environnement, de même qu'un renforcement de la capacité concurrentielle de notre agriculture. Nous aurions souhaité une solution plus poussée, mais il n'était pas possible d'obtenir le consensus de certains de nos partenaires à ce sujet. L'accord obtenu constitue un compromis acceptable pour tous, proche de notre objectif de la constante réelle de 40,5 milliards d'euros en moyenne annuelle pour les sept années entre 2000 et 2006. Plusieurs partenaires sont d'avis que nous devons poursuivre nos efforts pour atteindre cet objectif, sans toutefois remettre en question le paquet de compromis.

- La fin du tunnel est en vue également en ce qui concerne les fonds structurels. Toutes les composantes d'un compromis sont sur la table, mais il reste des questions difficiles à résoudre.

Dans l'UE se dessine la volonté de stabiliser également les dépenses structurelles, y compris celles du fonds de cohésion pour la période allant jusqu'à 2006, à une valeur entre 190 et

216 milliards d'euros. La valeur exacte reste à fixer. Le niveau actuel du soutien par personne doit être maintenu. En principe, le fonds de cohésion doit rester en vigueur aussi pour des membres de la zone EURO dont le produit national brut par tête d'habitant se situe au-dessous de 90 % de la moyenne de l'UE. Il faut évidemment encore prendre une décision sur le financement de ce fonds, en tenant compte, de l'avis de certains partenaires, des progrès économiques des pays de cohésion – c'est-à-dire de la «convergence réelle». En outre, on voit se dessiner une concentration des objectifs à soutenir et une réduction du nombre des initiatives communautaires. Il s'agit là de contributions importantes à l'augmentation de l'efficacité, dont bénéficiera surtout, en Allemagne, l'économie des régions de l'est.

- L'UE est d'accord pour dire qu'une stabilisation des dépenses et une gestion budgétaire disciplinée s'imposent d'urgence face à la situation budgétaire tendue au niveau national. Le principe de la constance réelle est entre-temps largement reconnu. Un large consensus existe aussi sur le maintien de la limite supérieure actuelle des fonds propres à 1,27 % du produit social brut de l'UE et sur une séparation claire et nette entre les dépenses pour les 15 et les crédits destinés à l'élargissement. Les dépenses futures se situeront ainsi en deçà des limites fixées initialement par la Commission. Compte tenu des augmentations énormes que le budget a connues par le passé, cela n'est guère évident. On a fini par comprendre qu'il ne sera plus possible de dire aux citoyennes et aux citoyens que tout continuera comme pour le passé.

La plupart des questions restées sans réponse concernent la réforme du système des fonds propres, c'est-à-dire des recettes propres de l'UE. Ici se dessine la volonté générale de modifier la décision sur les fonds propres à partir de 2002 dans le cadre d'un compromis global équilibré. On continue de négocier, entre autres, sur le remplacement de la taxe sur la valeur ajoutée par des fonds propres provenant du produit national brut, qui feraient dépendre les paiements davantage de la performance économique – ce qui diminuerait le solde net de l'Allemagne –, sur des forfaits plus élevés pour la perception des recettes propres traditionnelles (droits de douane et prélèvements agricoles), sur une adaptation du rabais britannique et enfin aussi sur un mécanisme général de correction en tant que filet de sécurité pour les payeurs nets.

Pour nous, il s'agit de nous rapprocher à Berlin d'une répartition plus équitable des charges et de mettre en route une courbe descendante du solde net.

Mesdames, Messieurs,

Le chancelier fédéral, Gerhard Schroeder, se rend cette semaine dans les capitales de nos partenaires, pour sonder les possibilités d'un nouveau rapprochement de nos positions. Le 21 mars, lors de leur conclave à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères examineront une nouvelle fois la situation. Ensuite, les 24 et 25 mars, les chefs d'État et de gouvernement se réuniront à Berlin pour un Conseil européen extraordinaire dans le but de parvenir à un accord politique sur un paquet global à propos de l'Agenda 2000.

En attendant, les chances d'aboutir ne sont pas mauvaises du tout, grâce au travail de la présidence. Mais nous ne parviendrons à un résultat positif que si chacun apporte sa contribution au compromis nécessaire. J'ai confiance qu'à Berlin nous réussirons à trouver une solution équitable et équilibrée, malgré les quelques questions encore ouvertes. Toutefois, nous devons nous garder de placer trop haut la barre de nos attentes. Nous constatons chaque fois qu'un compromis est bon, si personne ne s'en montre vraiment satisfait, mais si personne non plus n'y voit une catastrophe nationale. Il en sera de même à Berlin.

À Berlin, l'enjeu pour l'Europe sera de taille. Une solution globale pour l'Agenda 2000 constituerait, pour l'UE, la réforme financière la plus importante depuis sa création, et elle écarterait un obstacle primordial à l'adhésion prochaine des pays candidats.

C'est pourquoi j'invite le Bundestag allemand à appuyer le gouvernement fédéral dans ses efforts d'aboutir à Berlin à une conclusion positive de l'Agenda 2000. Je lance également un appel particulier à l'opposition, afin qu'elle appuie les objectifs du gouvernement fédéral pour le Conseil européen, au lieu de les contrecarrer par des exigences irréalistes et d'éveiller des doutes sur l'attitude de l'Allemagne face à la politique d'intégration.

La CDU/CSU ne devrait pas oublier que l'Allemagne doit énormément à l'Europe. Notre pays est le grand gagnant dans le processus d'intégration européen. Le fardeau de notre position centrale s'est évanoui dans le processus d'intégration; la réunification n'aurait pas été possible sans l'accord de nos partenaires européens. Le «oui» à l'Europe a bénéficié pendant des décennies du consensus démocratique en Allemagne. Relâcher maintenant nos liens avec l'Europe serait une erreur et un pas dangereux en arrière, qui nuirait non seulement à l'Europe, mais surtout à nous-mêmes. C'est pourquoi nous devrions tout faire pour sauvegarder le consensus fondamental dont l'Allemagne a fait preuve durant des décennies à l'égard de l'Europe.

Mesdames, Messieurs,

L'achèvement de l'intégration européenne constitue la grande tâche devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, après la fin de la guerre froide et au seuil du nouveau millénaire, et qu'il nous faut maîtriser concrètement. Un rôle décisif incombera ici à l'Allemagne. Notre pays ne peut pas se soustraire à sa responsabilité en matière de politique européenne, car il se nuirait à lui-même. Après avoir introduit l'euro, nous devons maintenant venir à bout du prochain défi historique sur le chemin vers l'union européenne, c'est-à-dire de l'élargissement de l'UE à l'est. L'Agenda 2000 représente ici une condition inévitable, et c'est pour cela que le succès du Conseil européen de Berlin revêt une si grande importance. Avec les réformes institutionnelles auxquelles nous devons nous attaquer ensuite, la réforme positive de la situation financière de l'UE fait partie des tâches que nous devons résoudre maintenant, pour réaliser effectivement une Europe commune, une union politique.

Le gouvernement fédéral sait, comme tous les gouvernements qui l'ont précédé dans la République fédérale, qu'il doit relever ce défi historique, et il fera donc tout ce qui est en son pouvoir pour mener à bien le Conseil européen à Berlin.